

3 mars 2017

COMMUNIQUÉ



> Plateau des Guyanes : les cours mondiaux de l'or déterminent l'ampleur de la déforestation

L'or valeur refuge pourrait bien sceller le destin d'une partie des forêts du Plateau des Guyanes. Lorsque les cours de l'or montent, la déforestation augmente sur le Plateau des Guyanes, et inversement. C'est ce que révèlent les travaux de chercheurs du Cirad, du CNRS et de l'Université de Guyane publiés dans la revue *Environmental Research Letters*. En utilisant pour la première fois des cartes de déforestation annuelle issues d'images satellites à haute résolution, les scientifiques ont examiné l'impact de l'orpaillage sur la forêt tropicale humide du Plateau des Guyanes entre 2001 et 2014. Cette nouvelle analyse, couvrant le Guyana, le Suriname, la Guyane française et l'Etat brésilien d'Amapá, met en évidence de grandes disparités nationales, ce qui plaide pour l'élaboration de politiques de régulation mieux coordonnées à l'échelle du Plateau, et questionne la pertinence des mécanismes globaux de lutte contre la déforestation tels que REDD+.

La forêt tropicale humide qui couvre le Plateau des Guyanes demeure l'une des moins fragmentées de la planète, mais l'orpaillage y fait des ravages : sur le continent sud-américain, cette région est le principal foyer de déforestation liée aux activités aurifères. La recherche du précieux métal a notamment été stimulée, depuis le début des années 2000, par l'explosion de la demande mondiale en or. L'augmentation des cours a entraîné le développement de l'exploitation dans des régions auparavant moins rentables, avec des conséquences environnementales importantes.

Des chercheurs des unités Ecologie des Forêts de Guyane et Forêts & Sociétés ont analysé avec une précision sans précédent l'impact de l'orpaillage dans une zone de 600 000 km² s'étendant de l'État brésilien d'Amapá au Guyana, en passant par la Guyane française et le Suriname. En s'appuyant sur des cartes de déforestation annuelles établies à partir d'images satellites à haute résolution, ils ont pu apprécier la dynamique temporelle des activités aurifères, et l'associer avec des facteurs socio-économiques et politiques.

Les fluctuations des cours de l'or modulent la déforestation

« On constate un lien très fort entre le cours mondial de l'or et la déforestation liée à l'orpaillage sur notre période d'étude », souligne Camille Dezécache, doctorant de l'Université de Guyane et premier auteur de cette recherche. « Lorsque le cours de l'or était en deçà de 400\$ l'once, voici une quinzaine d'années, environ 2000 hectares (ha) de forêts étaient annuellement déforestés par l'orpaillage. Quand il a flambé, pour atteindre 1600\$ l'once en 2011-2012, cette déforestation a atteint près de 9000 ha par an ». Très dynamique, ce lien est valide non seulement à la hausse mais aussi à la baisse : lorsque le cours de l'or chute après 2012, la déforestation liée à l'orpaillage baisse elle aussi brutalement.

Les limites du mécanisme REDD+ ?

Cette observation souligne les limites des mécanismes tels que REDD+, qui accorde aux États limitant la déforestation des crédits carbone. Pour que ces mécanismes soient efficaces, les paiements doivent être proportionnés à la quantité de déforestation « évitée ». Mais comment savoir si celle-ci l'a été grâce à des politiques environnementales efficaces, ou simplement parce que le cours de l'or a baissé ? « Il y a un risque de sur- ou sous-estimation du niveau d'effort réellement fourni par les pays impliqués dans REDD+ », estime Bruno Héroult, chercheur au Cirad qui a supervisé ces travaux. « Si les cours de l'or chutent, il se peut qu'on rémunère des États qui ont simplement vu leur déforestation décroître du fait d'une baisse de l'activité d'orpaillage. Au contraire, avec des cours de l'or très élevés, toute politique de contrôle de l'activité aurifère, et donc de la déforestation, peut sembler illusoire ou dans tous les cas extrêmement coûteuse ».

3 mars 2017

COMMUNIQUÉ

Plateau des Guyanes : les cours mondiaux de l'or déterminent l'ampleur de la déforestation



Site d'orpaillage illégal démantelé en 2011 en Guyane par l'armée française, qui lutte contre cette activité dans le cadre de l'opération Harpie © État-major des Armées - Ministère de la Défense

Une indispensable coopération régionale

La finesse de ces travaux a permis de mettre en évidence de très grandes disparités de situations nationales entre les pays du plateau des Guyanes. Alors que la déforestation liée à l'orpaillage explose au Guyana et au Suriname, elle stagne en Guyane française et en Amapá, car dans ces zones l'activité minière illégale fait ou a dû faire face à de fortes politiques de répression. Mais dans cette région où les déplacements illégaux sont facilités par les difficultés de contrôle le long des fleuves frontaliers, la coexistence de cadres politiques très différents pose problème. « Par le passé, nombre d'orpailleurs brésiliens ont rejoint la Guyane française pour fuir la répression de la police brésilienne », explique Camille Dezécache. « Or en analysant près de deux décennies de données annuelles de déforestation concernant la Guyane française et le Suriname, notre travail suggère désormais des transferts massifs de déforestation entre ces deux pays ». Selon ces travaux, le contexte répressif en Guyane française pourrait même avoir contribué à aggraver le niveau de déforestation à l'échelle régionale. Ce système de « vases communicants » questionne lui aussi l'application des mécanismes de type REDD+, puisque la mise en œuvre de la politique d'un pays interfère avec le bilan de déforestation de ses voisins...

Faut-il pour autant limiter la lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane française ? Sûrement pas, car l'activité aurifère illégale, et avec elle la déforestation, risquerait d'augmenter de nouveau rapidement en s'ajoutant au niveau régional actuel. Mais il est absolument nécessaire de renforcer la coopération régionale dans la lutte contre l'orpaillage informel ou illégal. « C'est un problème complexe, car cette coopération se heurte non seulement à des enjeux de souveraineté nationale, mais aussi à des oppositions locales fortes. Les activités aurifères contribuent en effet à une grande part du PIB des pays de la région, notamment au Suriname et au Guyana », conclue Bruno Héault.

RÉFÉRENCE

Dezécache C. *et al.* **Gold-Rush in a Forested El Dorado: Deforestation Leakages and the Need for Regional Cooperation.** *Environmental Research Letters*, 2017; DOI : 10.1088/1748-9326/aa6082

LIENS

Site de la station de recherche de Paracou (Guyane) : <http://paracou.cirad.fr/>

CONTACT

Scientifique

Bruno Héault,
UMR Écologie des Forêts de Guyane,
Campus Agronomique,
Kourou, French Guiana
bruno.herault@cirad.fr
Tél. : +594 5 94 32 92 05
Fax : +594 5 94 32 73 51
Port. : +33 (0)694423818 ou
+33 (0)694423806

Recherche agronomique
pour le développement

www.cirad.fr

